

VIVRE SAINT-MICHEL EN SANTÉ

RAPPORT FINANCIER ANNUEL

AU 31 MARS 2019



VIVRE SAINT-MICHEL EN SANTÉ

RAPPORT FINANCIER ANNUEL

AU 31 MARS 2019

Sommaire

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT	3
ÉTATS FINANCIERS	
Bilan	6
Évolution de l'actif net	7
Résultats	8
Flux de trésorerie	9
Notes complémentaires	10
Résultats par projet	15



RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres de
VIVRE SAINT-MICHEL EN SANTÉ

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de l'organisme VIVRE SAINT-MICHEL EN SANTÉ, qui comprennent le bilan au 31 mars 2019, et les états des résultats, l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris de résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'organisme au 31 mars 2019, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'organisme conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'organisme à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'organisme ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'organisme.



RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT (suite)

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'organisme;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'organisme à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'organisme à cesser son exploitation;



RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT (suite)

- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Roland Naccache et Associés
Par Roland Naccache, CPA auditeur, CA
Roland Naccache, CPA auditeur, CA
Montréal (Québec)
Le 11 juin 2019

VIVRE SAINT-MICHEL EN SANTÉ

BILAN
AU 31 MARS 2019

	2019	2018
	\$	\$
ACTIF		
COURT TERME		
Encaisse	221,811	196,765
Compte Avantage entreprise	271,335	268,449
Comptes à recevoir	790	-
Sommes à recevoir de l'État	24,155	16,049
Subventions à recevoir	296,394	247,054
Frais payés d'avance	1,092	6,318
	815,577	734,635
IMMOBILISATIONS CORPORELLES - note 3	7,508	8,659
	823,085	743,294
PASSIF		
COURT TERME		
Créditeurs - note 4	59,997	57,275
Apports reportés - note 5	654,680	575,972
	714,677	633,247
ACTIF NET		
INVESTI EN IMMOBILISATIONS	7,508	8,659
AFFECTATION INTERNE- note 7	65,527	67,166
NON AFFECTÉ	35,373	34,222
	108,408	110,047
	823,085	743,294

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

 Administrateur

____ Administrateur

VIVRE SAINT-MICHEL EN SANTÉ
ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET
EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2019

	Investi en Immobi- lisations	Affecté projet infra- structures (note 7)	Non affecté	2019	2018
	\$	\$	\$	\$	\$
SOLDE AU DÉBUT	8,659	67,166	34,222	110,047	123,914
Insuffisance des produits sur les charges	(2,832)	-	1,193	(1,639)	(13,867)
Investissement en immobilisations	1,681	(1,639)	(42)	-	-
SOLDE À LA FIN	7,508	65,527	35,373	108,408	110,047

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

VIVRE SAINT-MICHEL EN SANTÉ
RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2019

	2019	2018
	\$	\$
PRODUITS		
Subventions		
Québec en forme	19,532	92,450
Ville de Montréal - note 6	288,308	317,328
Agence de la santé et des services sociaux de Montréal	-	20,560
MIDI	36,400	-
CIUSSS Est de l'île de Montréal	302,724	238,790
Avenir d'enfants	249,369	256,393
	<u>896,333</u>	<u>925,521</u>
Dons		
Centraide	707,838	447,592
Commandites	13,918	7,087
Autres		
Revenus d'intérêts	2,939	2,261
Contributions des projets	47,112	52,356
Cotisations des membres	1,438	1,150
	<u>1,669,578</u>	<u>1,435,967</u>
CHARGES		
Salaires et charges sociales	555,564	546,639
Ententes administratives	934,086	648,903
Activités	19,927	76,660
Frais de fonctionnement et administration	58,560	66,199
Frais de gestion de projets	46,600	52,868
Honoraires professionnels	46,279	51,693
Colloques et formations	4,612	4,460
Intérêts et frais de banque	1,257	1,516
Soutien aux événements du quartier	1,500	2,300
Remboursement de taxes à la consommation	-	(3,744)
Amortissement des immobilisations	2,832	2,340
	<u>1,671,217</u>	<u>1,449,834</u>
INSUFFISANCE DES PRODUITS SUR LES CHARGES	(1,639)	(13,867)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

VIVRE SAINT-MICHEL EN SANTÉ
FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2019

	2019	2018
	\$	\$
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Insuffisance des produits sur les charges	(1,639)	(13,867)
Éléments sans incidence sur les liquidités :		
Amortissement des immobilisations corporelles	2,832	2,340
	<u>1,193</u>	<u>(11,527)</u>
Variations des éléments hors caisse du fonds de roulement		
Sommes à recevoir de l'État	(8,106)	2,216
Subventions à recevoir	(49,340)	83,408
Comptes à recevoir	(790)	-
Frais payés d'avance	5,226	(5,938)
Créditeurs	2,722	23,036
Apports reportés	78,707	(101,293)
	<u>28,420</u>	<u>1,429</u>
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	<u>29,613</u>	<u>(10,098)</u>
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations	(1,681)	(3,422)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	<u>(1,681)</u>	<u>(3,422)</u>
AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	27,932	(13,520)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À L'OUVERTURE DE LA PÉRIODE	<u>465,214</u>	<u>478,734</u>
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE DE LA PÉRIODE	<u>493,146</u>	<u>465,214</u>
Représentée par:		
Encaisse et Compte Avantage entreprise	493,146	465,214

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

VIVRE SAINT-MICHEL EN SANTÉ

NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MARS 2019

1 STATUT ET OBJECTIF DE L'ORGANISME

VIVRE SAINT-MICHEL EN SANTÉ est constitué comme un organisme sans but lucratif en vertu de la Partie III de la Loi sur les compagnies (Québec) le 28 février 1992. Il est exempté d'impôts sur le revenu.

Ses objets sont les suivants:

Améliorer la santé et la qualité de vie des résidents du quartier Saint-Michel à Montréal:

En misant sur la concertation de la population et des organismes;

En menant des actions concrètes dans divers domaines tels l'environnement, l'emploi, la sécurité, les ressources communautaires;

Mettre sur pied des groupes de travail, composés de citoyens-citoyennes et d'intervenant(e)s, et réaliser des activités en fonction des priorités retenues en assemblée générale;

Organiser des réunions, assemblées publiques et autres événements permettant d'atteindre les objectifs du mouvement;

Développer, éditer et diffuser des outils de communication (dépliants, affiches et autres) dans le but d'informer le public sur les activités de l'organisme;

Effectuer toute(s) activité(s) connexe(s) dans le but d'atteindre les objectifs de l'organisme;

Se procurer et administrer aux fins susmentionnées des fonds ou d'autres biens par voie de souscription publique, de dons, de legs ou de subventions ou par tout autre moyen, et exercer les pouvoirs et droits accordés par la loi.

2 MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers ont été dressés selon les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif et comprennent les principales méthodes comptables suivantes:

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers dressés selon les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif exige que la direction effectue des estimations et établisse des hypothèses qui touchent les montants des actifs et des passifs déclarés, la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers et le montant des produits et des charges pour la période visée.

Les éléments des états financiers qui requièrent davantage l'utilisation d'estimations incluent la durée de vie des immobilisations aux fins du calcul de l'amortissement et l'évaluation de leur valeur recouvrable nette. Le recouvrement des subventions à recevoir est également sujet à certaines estimations et hypothèses.

VIVRE SAINT-MICHEL EN SANTÉ

NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MARS 2019

2 MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Constatation des produits

L'organisme applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Selon cette méthode, les apports affectés sont constatés à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

Les commandites et les contributions des projets sont constatées à titre de produits au fur et à mesure de l'avancement des événements et des projets.

Les revenus de placements sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont gagnés.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de l'organisme consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires et les dépôts à terme dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative.

	Méthode	Taux
Mobilier de bureau	Amortissement linéaire	5 ans
Matériel informatique	Amortissement linéaire	5 ans

Dépréciation d'actifs à long terme

Les actifs à long terme sont soumis à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est constatée lorsque les circonstances indiquent qu'ils ne contribuent plus à la capacité de l'organisme de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs ou du potentiel de service qui sont associés aux actifs à long terme est inférieure à leur valeur comptable nette. La perte de valeur constatée est mesurée comme étant l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa juste valeur ou sur son coût de remplacement. Une réduction de valeur ne doit pas faire l'objet de reprises.

Instruments financiers

Évaluation des instruments financiers

L'organisme évalue initialement ses actifs financiers et ses passifs financiers à la juste valeur.

Il évalue ultérieurement tous ses actifs financiers et ses passifs financiers au coût après amortissement.

Les actifs financiers évalués subséquemment au coût après amortissement se composent de l'encaisse, du Compte Avantage entreprise, des comptes à recevoir, des subventions à recevoir et des sommes à recevoir de l'État.

Les passifs financiers évalués au coût après amortissement se composent des créditeurs.

VIVRE SAINT-MICHEL EN SANTÉ

NOTES COMPLÉMENTAIRES
AU 31 MARS 2019

2 MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Dépréciation

Les actifs financiers évalués au coût sont soumis à un test de dépréciation s'il existe des indications possibles de dépréciation. Le montant de réduction de valeur est comptabilisé aux résultats. La moins-value déjà comptabilisée peut faire l'objet d'une reprise de valeur dans la mesure de l'amélioration, soit directement, soit par l'ajustement du compte de provision, sans être supérieure à ce qu'elle aurait été à la date de reprise si la moins-value n'avait jamais été comptabilisée. Cette reprise est comptabilisée aux résultats.

3 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2019		2018	
	Amortisse- ment cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette	
Coût				
\$	\$	\$	\$	
Mobilier de bureau	5,946	3,784	2,162	3,138
Matériel informatique	17,508	12,162	5,346	5,521
	<u>23,454</u>	<u>15,946</u>	<u>7,508</u>	<u>8,659</u>

4 CRÉDITEURS

	2019	2018
	\$	\$
Fournisseurs et frais courus	6,689	11,394
Salaires et vacances à payer	46,780	43,820
Sommes à remettre à l'État	6,528	2,061
	<u>59,997</u>	<u>57,275</u>

VIVRE SAINT-MICHEL EN SANTÉ

NOTES COMPLÉMENTAIRES
AU 31 MARS 2019

5 APPORTS REPORTÉS

Les apports reportés représentent des ressources non dépensées reçues au cours de l'exercice, considérées et destinées à couvrir les charges de l'exercice subséquent. Les variations survenues dans le solde des apports reportés sont les suivantes:

	Solde 31 mars 2018	Octroi	Constaté à titre de produits	Solde 31 mars 2019
	\$	\$	\$	\$
Ville de Montréal - IMSDSL	-	34,513	34,513	-
Ville de Montréal - RUI	48,674	58,365	79,450	27,589
Ville de Montréal - Autres	-	64,000	64,000	-
Ville de Montréal - MESS ville	-	31,667	31,667	-
Ville de Montréal - FIRM	40,000	40,000	78,678	1,322
Avenir d'enfants	187,913	211,722	249,369	150,266
Centraide -IMSDSL	46,620	46,620	77,907	15,333
Centraide -PIC	-	513,668	449,367	64,301
Centraide	138,390	199,360	180,563	157,187
Québec en Forme	19,532	-	19,532	-
CIUSSS Est de l'Île de Montréal	51,931	337,879	302,724	87,086
Ministère Immigration diversité et inclusion	-	150,000	36,400	113,600
Autres subventions	42,912	9,002	13,918	37,996
	<u>575,972</u>	<u>1,696,796</u>	<u>1,618,088</u>	<u>654,680</u>

6 SUBVENTIONS - VILLE DE MONTRÉAL

	2019	2018
	\$	\$
Ville de Montréal - Autres	64,000	-
Ville de Montréal - IMSDSL	34,513	56,952
Ville de Montréal - 375e	-	36,860
Ville de Montréal - RUI	79,450	68,056
Ville de Montréal - IR MTL2025	-	90,809
Ville de Montréal - MESS Ville	31,667	30,051
Ville de Montréal - ART Mural	-	34,600
Ville de Montréal - FIRM	78,678	-
	<u>288,308</u>	<u>317,328</u>

VIVRE SAINT-MICHEL EN SANTÉ

NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MARS 2019

7 AFFECTATION INTERNE

Le Conseil d'administration a résolu de créer des affectations internes dont les objets sont d'accumuler des sommes permettant d'effectuer les dépenses futures prévues par l'organisme.

	Solde 31 mars 2018	Affectation durant l'exercice	Utilisation annulation durant l'exercice	Solde 31 mars 2019
	\$	\$	\$	\$
Projet Infrastructures	67,166	-	(1,639)	65,527

L'organisme ne peut utiliser ces montants grevés d'affectations internes à d'autres fins sans le consentement préalable du Conseil d'administration.

8 POLITIQUE DE GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Risques et concentrations

L'organisme, par le biais de ses instruments financiers, est exposé à divers risques, sans pour autant être exposé à des concentrations de risque. L'analyse suivante indique l'exposition de l'organisme aux risques à la date du bilan.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque qu'une entité éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers. L'organisme est exposé à ce risque en regard à ses créiteurs. Les créiteurs sont généralement remboursés dans un délai court.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit pour l'organisme sont liés aux subventions à recevoir. Les subventions proviennent d'organismes reconnus et font l'objet d'ententes.

VIVRE SAINT-MICHEL EN SANTÉ
RÉSULTATS PAR PROJET
EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2019

	Alimentation	Développement culturel	Fonctionnement	Impact Collectif (PIC)	PIQ	Plan Enfance Famille	Politique de l'enfant	Projets FIRM	Hors circuit	Infrastructure	SHV-QEF	Projet SIPPE	Réseau femmes immigrantes et racisées	Suivi Plan d'action	Système alimentaire local et durable	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ministère Immigration diversité et Inclusion																
Ville de Montréal - IMSDSL			34,513										36,400			36,400
Ville de Montréal - RUI														79,450		79,450
Ville de Montréal - Autres		16,667					64,000									64,000
Ville de Montréal - MESS Ville	15,000															31,667
Ville de Montréal - FIRM								78,678								78,678
Avenir d'enfants			77,907		77,315	172,053										249,369
Centraide - IMSDSL				449,367												449,367
Centraide - RUI			180,563													180,563
Québec en forme											19,532					19,532
Cotisation des Membres			1,437													1,437
Revenus d'intérêts			2,939													2,939
Revenus Gestion de Projets			47,112													47,112
Autres Revenus			7,002								6,916					13,918
CIUSS Est de l'île de Montréal			20,995					59,442				188,087			34,200	302,724
	15,000	16,667	372,468	449,367	77,315	172,053	64,000	78,678	59,442	-	26,448	188,087	36,400	79,450	34,200	1,669,578

VIVRE SAINT-MICHEL EN SANTÉ
RÉSULTATS PAR PROJET
EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2019

CHARGES	Alimentation	Développement culturel	Fonctionnement	Impact Collectif (PIC)	PIQ	Plan Enfance Famille	Politique de l'enfant	Projet FIRM	Hors circuit	Infrastructure	SHV-DEF	Projet SIPPÉ	Réseau femmes immigrantes et racisées	Suivi Plan d'action	Système alimentaire local et durable	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Frais de Salaires	13,677	16,317	317,148	84,521	13,219	29,328		42,478			12,236			26,637		542,342
Frais d'honoraires																13,219
Frais de formation			2,605			1,102										3,707
Frais de déplacement			3,421	502	30,924	1,245										5,168
Recherche Évaluation						3,467										34,391
Frais de bureau			449													449
Frais de postes			143													143
Frais de téléphone et internet			3,489													3,489
Site internet						325										325
Matériel bureau et papeterie			7,316			500										7,816
Frais de photocopies			80	476							106					662
Frais entretien et réparation			4,007													4,007
Frais de vérification			4,491													4,491
Frais d'assurance			390													390
Frais Visa			82													82
Frais financiers			1,159													1,159
Honoraires de gestion			5,787	4,275	27,924	1,290					2,511					1,159
Taxes et permis			144													144
Frais d'assemblées			9,098	1,262	232	500					214			163		12,061
Participation à des colloques	592															905
Frais de promotion - publicité			5,565	1,555		532					618					8,269
Frais de représentation			407													407
Transport			118													118
Activités						2,158										2,158
Matériel activité			1,167	5,005	15						736					2,158
Entente Administrative				351,035		120,842	60,800	34,200	55,779		9,149	180,381	36,400	51,300	34,200	(3,086)
Soutien aux événements de quartier			1,500													1,500
Frais d'abonnement - renouv.			1,687													1,687
Frais bancaires et intérêts			18													18
Frais de gestion de projets	731	350		10,746	5,000	10,977	3,200	2,000	3,663		878	7,706		1,350		46,601
Diverses Dépenses																(115)
Amortissement de l'exercice			1,081			112				1,639						2,832
	15,000	16,667	372,468	449,367	77,315	172,053	64,000	78,678	59,442	1,639	26,448	188,087	36,400	79,450	34,200	1,671,217
INSUFFISANCE DES PRODUITS SUR LES CHARGES																(1,639)